

Encore une fois, en Lorraine, la prochaine rentrée sera synonyme de suppressions de postes et de conditions de travail dégradées à la fois pour les élèves et pour les personnels.

Les **suppressions de postes**, nous devrions en avoir l'habitude - depuis la rentrée 2018, ce sont 1 237 emplois qui auront été supprimés dans notre académie - nous devrions en avoir l'habitude mais nous ne les acceptons pas. Nous n'acceptons pas les choix budgétaires d'un gouvernement qui refuse la justice fiscale et s'acharne à fragiliser les services publics et leurs agent·es. Nous n'acceptons pas l'argument de la baisse démographique et l'équation simpliste qui voudrait que moins d'élèves égal moins de personnels.

Pour la FSU, la **baisse démographique que connaît notre académie doit être vue comme une opportunité**. L'opportunité, dans les écoles, de rattraper le niveau européen d'effectifs par classe ; de créer les postes de remplaçant·es nécessaires pour qu'il n'y ait plus d'enseignant·es non remplacé·es ; de permettre une meilleure inclusion de tous les élèves ; de rendre possible d'autres dispositifs pédagogiques ; de développer une formation continue de qualité... Maintenir le nombre d'enseignant·es, c'est aussi l'occasion d'améliorer les conditions de travail et donc l'attractivité de nos métiers qui sont confrontés à une crise de recrutement qui s'enracine dans le temps.

Cette année encore, la préparation de rentrée débute avec retard du fait des atermoiements budgétaires. Malgré ce retard, la FSU rappelle son attachement au respect du cadre démocratique. Les instances doivent pouvoir jouer tout leur rôle, aussi bien à l'échelle académique, départementale qu'à celle des établissements.

Monsieur le recteur, vous avez fait le choix de ne pas transmettre que très tardivement les documents préparatoires pour ce CSA alors que ceux-ci étaient prêts depuis mercredi au moins. Dans cette académie, les représentant·es des personnels en CSA académique ont toujours disposé des documents préparatoires leur permettant de préparer leurs interventions en séance. Alors que vous avez affirmé à plusieurs reprises votre attachement au dialogue social, la FSU ne comprend pas et n'accepte pas ce retard dans la transmission des documents préparatoires.

Comme l'année dernière, les dotations des collèges sont présentées au CSA académique et non devant les CSA départementaux. Pour la FSU, cela doit rester exceptionnel. Les dotations des collèges doivent rester de la compétence des CSA départementaux aux cours desquels les services départementaux doivent pouvoir être en capacité de répondre aux demandes et observations des représentant·es des personnels, ce qui nécessite que la DOS du rectorat y participe.

De même, dans les établissements du second degré, les équipes doivent pouvoir être réellement consultées sur l'utilisation des dotations et sur l'évolution de l'offre de formation de leur établissement. Ce sont les conseils d'administration des établissements – et non les seuls chefs d'établissements – qui sont décisionnaires.

Malgré le soutien marqué de l'opinion publique et des parents d'élèves, le gouvernement s'est appuyé sur la majorité sénatoriale pour refuser à nouveau la création d'un **corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH**. Notre ministère choisit ainsi de maintenir nos collègues AESH dans la précarité financière et leur refuse toute perspective de carrière, alors même qu'ils et elles sont de plus en plus sollicité·es dans tous les établissements scolaires.

Non seulement ce choix de la précarité est inacceptable pour nos collègues mais il contribue à fragiliser l'accompagnement des élèves et à alimenter la fuite du métier. La FSU exige un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH, une rémunération à temps plein sur la base de 24h d'accompagnement et la reconnaissance de leurs missions. La FSU rappelle sa revendication de la suppression des pôles

inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) et des pôles d'appui à la scolarité (PAS).

Dans notre académie, la campagne d'affiliation au **contrat collectif obligatoire en santé** s'est engagé depuis le mois de novembre. La FSU apprécie qu'un deuxième temps soit proposé aux personnes n'ayant pas finalisé leur démarche. La FSU demande qu'un état des lieux soit fourni aux représentants des personnels. La préparation de l'adhésion au **contrat collectif facultatif en prévoyance** pâti du décalage de calendrier imposé par le ministère qui a repoussé au mois de mars toute information précise en direction des collègues sur les modalités d'accès au nouveau contrat.

Pour terminer sur une note positive, la FSU se réjouit de voir que le Ministre a enfin admis la configuration dysfonctionnelle du Parcours en Y au lycée professionnel : il n'en reste pas moins qu'il est prolongé d'une année, assorti d'une note de service évasive qui sous-entend un chant du cygne, alors qu'il aurait tout simplement pu être abandonné pour le bien commun.

Autre élément positif, la FSU se réjouit de la confirmation de ce que, à la rentrée prochaine, les groupes de niveau en mathématiques et en français ne seront plus obligatoires dans les collèges. Dans tous les établissements - et pas seulement dans 800 collèges - il s'agit désormais de donner aux équipes pédagogiques les moyens de faire réussir tous les élèves.

Cela suppose avant tout d'alléger les effectifs des classes pour permettre aux enseignant·es de consacrer davantage d'attention à l'ensemble des élèves, quels qu'ils soient. Pourtant, à rebours de ce qui serait nécessaire, le plan « 800 collèges » du ministère ne prévoit aucun moyen supplémentaire et repose sur le contrôle des choix pédagogiques des équipes. Son objectif semble avant tout de contourner la carte de l'éducation prioritaire.

La FSU rappelle que faire réussir tous les élèves passe aussi par des équipes pluriprofessionnelles complètes, avec des personnels formés et reconnus pour leurs qualifications, qui disposent de temps pour traiter les difficultés scolaires de leurs élèves, et de temps de concertation inclut dans leurs services.

Alors que, à la prochaine rentrée, notre académie doit perdre **245 postes d'enseignant·es** ; alors qu'**aucune création de postes de PsyEN, d'AS, d'infirmier·es scolaires, de CPE ou d'AEd** n'a été annoncé et alors que **12 postes de personnels administratifs** sont supprimés : force est de constater que l'École publique n'a pas les moyens nécessaires à l'amélioration à la fois des conditions d'étude des élèves et des conditions de travail des personnels.